



UNE RENTREE 2023 DIFFICILE POUR LES SALARIE.ES DE POLE EMPLOI



Les collègues sont de retour, les enfants sont repartis à l'école avec le sourire, l'été connaît un second souffle nous permettant de profiter de nos soirées devant un barbecue, les vendanges s'annoncent sous leurs meilleurs auspices.... On pourrait croire que cette rentrée 2023 nous donnera, à nous salarié.es de Pôle Emploi, l'espoir d'entrevoir un monde meilleur.

Mais il n'en est rien et les mauvaises nouvelles nous arrivent les unes derrière les autres.

- **La Négociation Annuelle Obligatoire (NAO)**, cette fameuse négociation qui tous les ans devrait nous permettre d'augmenter (un peu) nos revenus vient encore une fois d'être reportée à fin septembre. Alors que l'inflation affecte nos budgets et que la direction nous a accordé, bon an, mal an 2% à 3% sur les 10 dernières années, le directeur général des ressources humaines annonce ce report en déclarant devant les délégués syndicaux centraux qu'il espérait obtenir quelque chose qui tient la route. **Le SNU** se demande où ce monsieur place le curseur du « qui tient la route », alors que le Ministre de l'économie Bruno LE MAIRE a déclaré qu'il voulait reprendre 2,5 milliards d'euros à Pôle Emploi. Quoi qu'il en soit (puisque nous ne sommes plus dans le quoi qu'il en coûte), **le SNU** espère que ce qui « tient la route » soit au moins rétroactif au 1^{er} janvier 2023. Cette reprise en main des finances de Pôle Emploi par Bercy n'augure rien de bon à 4 mois de France Travail.
- **France Travail** : parlons-en justement. Pas de son, pas d'image ; la direction ne donne aucune information sur ce sujet, à croire que tout va nous tomber dessus au 1 janvier 2024. Certes les débats parlementaires sur France Travail auront lieu à l'assemblée nationale pendant la session d'automne, suivie de la loi de Finances qui concernera notre budget de fonctionnement, mais nous savons que la direction générale travaille déjà sur le sujet. **Le SNU** a découvert que 2 régions (NAQ et PDL), sous couvert des « revues d'effectifs » étaient en train de d'avoir des entretiens avec les conseiller-ères entreprises afin de savoir si leur profil était compatible avec France Travail. Cherchez l'erreur pour une direction générale qui dit ne rien savoir sur le sujet ! La Direction Régionale Grand-Est affirme ne pas être concernée par ce sujet et qu'elle fera une revue d'effectif classique. À suivre.... En attendant les XP ARSA se poursuivent dans plusieurs régions (notamment sur Epinal pour le Grand-Est), nécessitant des moyens humains et financiers supplémentaires (8 CDD pour Epinal) qui, en cas de déploiement national, semblent incompatibles avec les restrictions budgétaires annoncées par le gouvernement.

HMI SNU le 10 octobre après-midi sur France Travail

- **Détournement de Finalité et fuite des données** : le nouveau paradoxe de Pôle Emploi. Alors que la direction a convoqué à tour de bras, des collègues qui auraient consulté des dossiers dans le cadre du détournement de finalité pour leur faire un « rappel à la loi » (pour le moment), collègues qui rappellent sont soumis au secret professionnel, Pôle Emploi développe **sa politique d'externalisation** des services (pour des raisons d'économies budgétaires). La résultante est que ses sous-traitants ne fournissent pas les mêmes garanties en matière de sécurité des données et on en a vu dernièrement les conséquences : 10 millions de DE concernés par la fuite de données personnelles, avec les répercussions que cela a eu sur le 3949, mail, accueil etc.

La fuite de données telles que le Nom, Prénom, NIR, n'est pas anodine, même si Pôle Emploi veut relativiser l'affaire en annonçant qu'aucune coordonnée bancaire n'a été divulguée, la direction Générale allant même jusqu'à rejeter la responsabilité sur le sous-traitant.

Cette externalisation de nos données va s'accroître avec l'arrivée en force d'Office 365, où nos données personnelles et professionnelles seront stockées sur des serveurs à l'étranger !

La Direction Générale sanctionne les collègues qui consulteraient certains dossiers quand elle fournit volontairement ou non de son côté des millions de données à des organismes extérieurs.

Action Logement : A l'instar des Restaurants du Cœur qui éprouvent des difficultés financières suite à l'augmentation de la précarité en France, le dispositif Actions Logement pour les agent.es de Pôle Emploi subit le même sort.

Notons que cette information a été donnée par **le SNU Grand-Est** lors du dernier CSE, la direction ne semblant pas vouloir évoquer le sujet.

On comprend pourquoi car la solution proposée par les directions générale et régionale ne convient pas au **SNU**. En effet, il a été décidé de ne plus financer aucune action dans le cadre de ce dispositif, car la direction générale a déjà dépensé le budget annuel, à savoir 8 millions d'euros au niveau national. Seuls quelques dossiers urgents pourraient être pris en compte au cas par cas, oui mais lesquels ?

Pour le SNU c'est inadmissible. Ce n'est pas prendre en compte la hausse de la précarité et des difficultés qui **existent aussi chez les salarié.es de Pôle Emploi**, notamment chez les femmes, déjà mises en difficulté par le temps partiel subi. La politique salariale de « non augmentation des salaires » couplée à une inflation galopante a généré des situations sociales tendues.

Le SNU Grand-Est exige un abondement supplémentaire de ce dispositif.

- **Fin des missions Externes en Grand-Est** : Encore une information obtenue **par le SNU Grand-Est** lors du dernier CSE, là aussi la direction régionale étant très discrète sur le sujet. Toutes les missions hors région (DG, DSI....) ne seront pas renouvelées et aucune autre mission hors région (DG, DSI....) ne sera diffusée dans les prochains mois.

La Directrice Régionale Grand-Est veut compter ses troupes avant France Travail. Cela n'augure rien de bon, notamment sur le futur plafond d'emploi.

Il a même été annoncé en instance que la future BDE d'octobre serait minimaliste, voire supprimée. Celle de septembre était déjà bien maigre.

